

PRÉFECTURE des CÔTES.du.NORD

ARRÊTÉ CODIFICATIF

Le Préfet des Côtes-du-Nord,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Croix de Guerre des T.O.E.

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 26 janvier 1988 à M. Daniel ROLLAND pour exploiter à MUR-de-BRETAGNE, au lieu-dit "Le Bas de la Lande", un poulailler de 19 200 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande présentée par l'intéressé le 22 janvier 1988 en vue d'être autorisé à installer et exploiter au même lieu-dit (section ZL n° 41) un nouveau poulailler d'une capacité de 20 000 animaux en extension d'un élevage existant de 12 700 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU la délibération du conseil municipal de MUR-de-BRETAGNE en sa séance du 24 juin 1988 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile, émis respectivement les 1er juillet, 13 juillet, 06 juillet 1988, ainsi que celui de M. le Sous-Préfet de GUINGAMP en date du 14 juin 1988 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations classées en date du 23 août 1988 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental d'Hygiène en sa séance du 30 septembre 1988 ;

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-du-Nord,

A R R E T E :

ARTICLE 1er - a) Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé du 26 janvier 1988 susvisé.

b) M. Daniel ROLLAND, demeurant à MUR-de-BRETAGNE, au lieu-dit "Le Bas de la Lande", est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZL n° 41) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 32 700 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant..... : 12 700 dindes chair
- élevage à créer..... : 20 000 poulets chair

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) - observation des prescriptions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 ci-jointe, complétée par les prescriptions du présent arrêté, notamment des règles d'épandage dans le temps et dans l'espace ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) - l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) - évacuation régulière des fientes vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) - dératisations et désinsectisations périodiques ;

6°) Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977,

ARTICLE 4 - Les prescriptions prévues à l'article 10 de l'instruction technique précitée pour le traitement des déjections sont les suivantes ;

- . les déjections seront épandues superficiellement ou enfouies,
- . dans le cas d'épandage sans enfouissement, il est interdit d'épandre à moins de 100 m de tout logement occupé par des tiers (ou de tout local à usage professionnel impliquant la présence quotidienne et prolongée de personnes),
- . dans le cas d'enfouissement des déjections dans les trois heures au plus suivant l'épandage, la distance à respecter est d'au moins 50 m de

tout logement occupé par des tiers (ou de tout local à usage professionnel impliquant la présence quotidienne et prolongée de personnes).

ARTICLE 5 - Les prescriptions prévues à l'article 11 de l'instruction technique sus-mentionnée sont les suivantes :

. l'effluent sera soumis à une épuration naturelle par le sol sur une surface suffisante,

. en aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire,

. l'épandage est interdit :

- à moins de 100 m des limites des zones urbaines,
- à moins de 50 m des cours d'eau, points d'eau et captages ne justifiant pas de l'établissement d'un périmètre de protection,
- à moins de 200 m des lieux de baignade,
- à moins de 500 m des sites conchylicoles,
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé,
- en période de fortes pluies,
- en juillet et août, les vendredi, samedi, dimanche et lundi ainsi que les 12, 13, 14, 15 et 16 juillet, et les 13, 14, 15, 16 et 17 août,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspersion générateurs de brouillards fins,
- sur les sols dont la pente est importante.

En outre, l'épandage est fortement déconseillé en période hivernale et, en tout état de cause, interdit pendant les mois de décembre et janvier.

ARTICLE 6 - Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables (*) la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15-100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

Des extincteurs, pour feu sec et pour feu d'origine électrique, seront placés à proximité d'une issue complétée par l'aménagement d'un point d'eau sous pression accessible aux engins de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 7 - L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse-cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 8 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

(*) arrêté ministériel du 09 décembre 1957.

ARTICLE 9 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes-du-Nord dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 10 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de MUR-de-BRETAGNE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Daniel ROLLAND.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Daniel ROLLAND dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 - **"Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 13 -

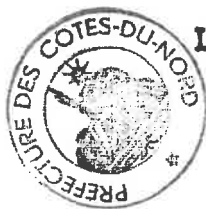
M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-du-Nord,
M. le Sous-Préfet de GUINGAMP,
M. le Maire de MUR-de-BRETAGNE,
M. le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Daniel ROLLAND pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi qu'à MM. les Maires de SAINT-GUEN et SAINT-GILLES-Vieux-Marché, pour information.

SAINT-BRIEUC, le

5 JAN. 1989

Le Préfet,
Pour le PREFET,
et par délégation,
L'Attaché, Chef de Bureau,



Philippe SABLAYROLLES